



Commune

De

Sauveterre de Guyenne

* * * *

ENQUÊTE PUBLIQUE

Du 12 avril au 14 mai 2013

Sur

Révision du schéma directeur et zonage
d'assainissement

RAPPORT et AVIS

du

Commissaire Enquêteur

Jean-Pierre GAURY

Plan du document

PLAN DU RAPPORT DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

I – Présentation succincte du projet.....	4
II – Organisation générale de l'enquête.....	4
2.1 Désignation du commissaire enquêteur.....	5
2.2 Déroulement de l'enquête.....	6
2.3 Information du public.....	6 à 9
 III – ETUDE DU PROJET	
3.1 Introduction.....	11
3.1.1 Historique du PLU.....	11
3.1.2 Enjeux de la modification N°2 du PLU.....	12
3.1.3 Régularisation d'une erreur au PLU.....	12
3.2 Contenu du dossier EP.....	13
3.3 Sur le terrain, présentation et reportage.....	
3.3.1 Présentation.....	12
3.3.2 Reportage.....	15

3.4	<i>Permanences et visites reçues</i>	
3.4.1	<i>Le contexte public.....</i>	15
3.4.2	<i>Les permanences.....</i>	16
3.4.3	<i>Bilan des permanences.....</i>	17
3.5	<i>Bilan des avis exprimés par le public..</i>	
3.5.1	<i>Les observations et réponses du pétitionnaire</i>	18
3.5.2	<i>Analyses des Observations et remarques du CE.....</i>	19
3.5.2.1	<i>Analyse des observations et avis CE.....</i>	19
3.5.2.2	<i>Remarques et observations du C.E.....</i>	22
IV.	CONCLUSION ET AVIS DU C.E.	
4.1	APPRECIATION GENERALE.....	26
4.1.1	DEROULEMENT DE L'EP.....	26
4.1.2	LE PROJET.....	27
4.2	ANALYSE DES OBSERVATIONS ET REPONSES.....	27
4.3	CONCLUSION ET AVIS	28 A 29
	Liste Annexes.....	30

Rapport du commissaire enquêteur

I – Présentation succincte des projets

Procédure d'enquête publique (E.P.) demandée par le Tribunal Administratif de Bordeaux au motif de:

- Projet de **Révision du schéma directeur et zonage d'assainissement**
 - Objectif n°1 : Gestion économe de l'espace et maîtrise de l'urbanisation (PLU)
 - Objectif n°2 : Rectification du zonage sur deux imprécisions locales

II – Organisation générale de l'enquête (E.P.)

2.1 Désignation du commissaire enquêteur (C.E.)

Par décision du 12/03/2013 N° E13000064/33, Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Bordeaux a désigné Monsieur Jean-Pierre GAURY en qualité de Commissaire Enquêteur titulaire, et Monsieur Gérard DURAND comme suppléant.

2.2 Déroulement de l'enquête

Le **08/03/2013**, le C.E. a été contacté par le Tribunal Administratif et a, dès réception de la décision, pris contact avec la mairie de Sauveterre de Guyenne afin de :

- rencontrer Monsieur le Maire,
- se faire présenter ses équipes et le projet,
- fixer les dates de permanence,
- visiter les lieux concernés,
- et prendre les dispositions nécessaires pour l'enquête projetée.

Le **3/04/2013**, la première rencontre du C.E. à Sauveterre a eu lieu avec Monsieur le maire Yves d'AMECOURT et son équipe : Monsieur Benoît PUAUD maire adjoint chargé de l'urbanisme et Monsieur Florian POUBEAU secrétaire général des services.

Les permanences à la mairie de Sauveterre de Guyenne ont été fixées ensemble comme suit :

- **Vendredi 12 avril 2013** **9H-12H**
- **Samedi 20 avril 2013** **9H-12H**
- **Samedi 4 mai 2013** **9H-12H**
- **Mardi 14 mai 2013** **14H-17H**

La présentation du projet a été suivie d'une visite de la commune avec Monsieur PUAUD en s'arrêtant notamment aux points concernés par les modifications projetées du zonage d'assainissement et à la station d'épuration.

Je demande que le dossier du PLU et son règlement me soit communiqué ainsi que la version numérique des dossiers.

Le 10 avril 2013 le C.E. a reçu le dossier dématérialisé de mise à l'enquête par mail.

Cela rend le travail de recherche moins fastidieux lors des consultations, par mots clés, dans un ensemble de dossiers importants, et surtout avec les habitants avec lesquels on peut, sans feuilleter tout un dossier, faire lire les rubriques qui les concernent spécifiquement.

Le Commissaire Enquêteur a pu ainsi, lorsque le dossier a été reçu :

- vérifier la conformité du dossier d'enquête et les documents,
- faire une première étude des dossiers,
- puis valider la bonne compréhension des sujets.

Je me suis noté, à ce stade, des remarques dont je ferais part dans l'avis du CE.

L'enquête s'est déroulée du vendredi 12 avril au mardi 14 mai 2013 inclus.

Le CE-commissaire enquêteur a reçu le public dans de bonnes conditions, dans la salle mise à sa disposition à la mairie de Sauveterre de Guyenne, avec salle d'attente séparée.

Le registre d'enquête ref.501 051 a été ouvert et paraphé le 12 avril 2013 par Monsieur Le Maire, qui l'a remis au C.E. le jour même d'ouverture lequel l'a paraphé à toutes les pages de 1 à 32.

Le Maire de Sauveterre de Guyenne et le C.E. ont clôturé le registre d'enquête le mardi 14 mai 2013 à 17h30 qui a donc été remis au C.E. immédiatement, après copies pour Mr le Maire afin de formuler les réponses aux observations ou questions des habitants.

2.3 **Information du public = publicité de l'enquête**

Les Services de la mairie ont fait les publicités suivantes :

1 : Publications (deux : 1^{er} et 2^{ème} avis) dans deux journaux ;

- Sud-Ouest du 26 mars et 16 avril,
- Le Républicain du 28 mars et 18 avril, copies reçues en main propre.

Voir Annexes 1, 2, 3 et 4

2 : Affichage papier, conforme à l'arrêté municipal du 20 mars 2013, devant la Mairie sur le panneau réservé à l'urbanisme.

Voir photos 1, 2 et 3

3 : Des affichages sur lieux publics conformes en format à la nouvelle réglementation sur les EP (sur les lieux les plus concernés)

Mr Puaud me remet une carte de la commune indiquant les lieux d'affichage : 8 affiches que je suis allé voir et photographier:

Voir photos 4 à 9

4 : Information sur le site internet de la commune :



5 : Information reprise sur la lettre bimensuelle électronique dite « L'écho des cités » de mars avril 2013 : **voir annexe 5**

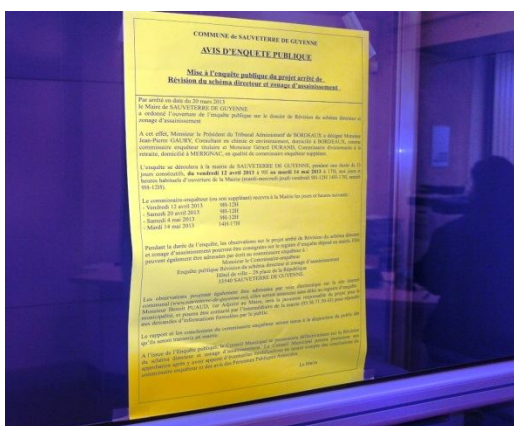


6 : Information par lettre nominative, à leur domicile, des habitants plus particulièrement concernés par des zones sensibles que le projet de zonage peut impacter : **voir annexe 6**

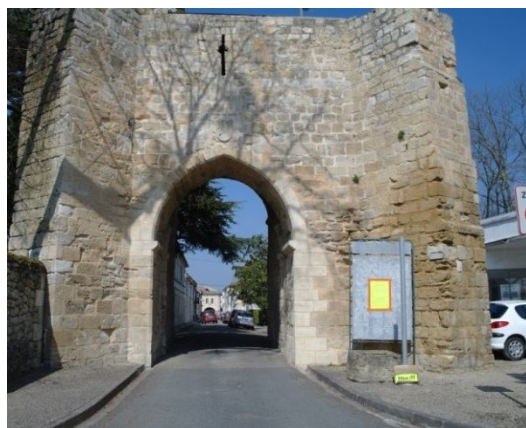
PHOTOS de l’affichage communal :



Photo 1 : Affichage externe devant la Mairie



Photos 2 et 3 : Affichage dans le hall d'accueil mairie et sur panneaux municipaux



Photos 4 à 9 : affichage aux portes de la cité et quartiers concernés de la commune

Monsieur le Maire a établi un certificat de communication communale, signé du 22 mai 2013 : (**voir annexe 7**)

Commune de Sauveterre de Guyenne



**CERTIFICAT DU MAIRE ATTESTANT LA COMMUNICATION COMMUNALE
DURANT D'ENQUÊTE PUBLIQUE SUR LE PROJET ARRÊTE DE
REVISION DU SCHEMA DIRECTEUR ET ZONAGE D'ASSAINISSEMENT**

Je soussigné, Yves d'Amécourt, Maire de la commune de Sauveterre de Guyenne, certifie que le document « **AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE SUR LE PROJET ARRÊTE DE REVISION DU SCHEMA DIRECTEUR ET ZONAGE D'ASSAINISSEMENT** » a été diffusé sur les supports de communication suivants :

- annonces légales et officielles journal **Sud-ouest** Sud-Gironde (26.03.2013 et 16.04.2013).

- annonces légales et officielles journal **Le Républicain** Sud-Gironde (28.03.2013 et 18.04.2013).

- affichage (du 27.03.2013 au 15.05.2013) de l'avis en format A2 (caractères noirs sur fond jaune) quinze jours avant le début de l'Enquête Publique puis pendant la totalité de celle-ci : Place de la République, 4 portes fortifiées de Sauveterre de Guyenne, bourg de Saint Romain de Vignague, bourg de Saint Léger de Vignague, et bourg du Puch.

- affichage (du 27.03.2013 au 15.05.2013) en 1^{ère} page du site internet communal (www.sauveterre-de-guyenne.eu) quinze jours avant le début de l'Enquête Publique puis pendant la totalité de celle-ci.

- publication en première page du journal municipal « L'Echo des Cités » (édition #1303 Mars/Avril 2013) distribué dans l'ensemble des boîtes aux lettres de la commune en mars 2013

Fait à Sauveterre de Guyenne, le 22 mai 2013

Le Maire,

Yves d'Amécourt


- Avec ces 6 points d'informations certifiés ci-dessus, je note que la publicité faite à cette enquête est assez complète. Malgré cela, elle va avoir peu d'écho public et les visites seront favorisées par le courrier d'information nominatif envoyé par la mairie. En effet les 20 courriers envoyés produiront 7 visites sur les 8 visites reçues au total.

Les prescriptions réglementaires d'information du public sont complétés par de nouveaux moyens dématérialisés (internet), mais qui n'ont pas produit d'effet de curiosité semble-t-il.

III – ETUDE DU PROJET

3.1 Introduction et historique

Contexte de la commune :

- Sauveterre de Guyenne vient de soumettre son projet de PLU à enquête publique en janvier-février 2013.

- La Commune a décidé de réviser son zonage d'assainissement collectif et autonome afin d'assurer la cohérence entre ce zonage et le développement de l'urbanisme.
- Les PPA (personnes publiques associées) consultées viennent de rendre des avis qui tiennent compte des 2 projets : PLU et Révision du schéma directeur et zonage assainissement. Ces avis sont pris en compte par la mairie qui les a traduits par une lettre d'intention : **voir annexe 8**



Commune de Saubeterre de Guyenne

**LETTRE D'INTENTION SUR LE PROJET DE
REVISION DU SCHEMA DIRECTEUR ET ZONAGE D'ASSAINISSEMENT**

Suite à la réception des avis transmis par les Personnes Publiques Associées (services de l'Etat notamment) sur ce projet et sur celui du Plan Local d'Urbanisme (PLU), et suite à l'étude du rapport et des conclusions de Monsieur le Commissaire enquêteur sur l'enquête publique du PLU (organisée 02/01/2013 au 05/02/2013) la municipalité souhaite apporter des éléments d'information au public.

En prévision de l'enquête publique qui se déroulera du 12/04/2013 au 14/05/2013, nous souhaitons informer par la présente lettre d'intention que le projet de Révision du schéma directeur et zonage d'assainissement présenté lors de l'enquête publique sera amené à évoluer pour prendre en compte un certain nombre d'éléments :

I. La gestion économe de l'espace et la maîtrise de l'urbanisation

Les Personnes Publiques Associées à notre projet de PLU et les Conclusions du Commissaire enquêteur nous ont alerté sur la gestion économe de l'espace et la maîtrise de l'urbanisation dans le cadre de l'élaboration de notre nouveau document d'urbanisme. Dès lors, la collectivité travaille actuellement sur une diminution des zones ouvertes à l'urbanisation pour être en conformité avec les objectifs de développement durable (Grenelle de l'environnement et Code de l'urbanisme) et les évolutions démographiques attendues. Cette légère modification du zonage PLU entraînera automatiquement une légère modification du zonage d'assainissement collectif et individuel sur notre commune.

II. Zonage présenté pour l'enquête publique

Le plan de zonage soumis à l'enquête publique sur le projet de Révision du schéma directeur et zonage d'assainissement comporte deux imprécisions, qu'il convient de porter à la connaissance du public avant le début de l'enquête publique et de reporter sur les plans :

1) Moulin Boyer (route de Libourne)

La parcelle N°54 restera en assainissement collectif et ne sera pas supprimée de celui-ci contrairement à la légende du plan de zonage.

1

- Assainissement collectif : la commune dispose d'un réseau public d'assainissement desservi par une station d'épuration communale d'une capacité de 2500 EH. L'assainissement, qui n'est pas encore entièrement en mode séparatif et dont la station reçoit des eaux pluviales, va évoluer comme annoncé par Mr Puaud, 1^{er} adjoint au maire, en janvier 2013 aux habitants :

Assainissement

Après l'analyse des offres par le bureau SOCAMA, le Conseil Municipal a retenu l'entreprise ARTELIA pour le diagnostic du réseau d'assainissement collectif. Ce diagnostic permettra de dimensionner les aménagements prioritaires pour le fonctionnement réglementaire du réseau. A l'intérieur de la station, des travaux complémentaires sont prévus très prochainement pour traiter le phosphore et la mise en place d'appareils de mesures pour les déversements (pluies d'orages) vers le milieu naturel.

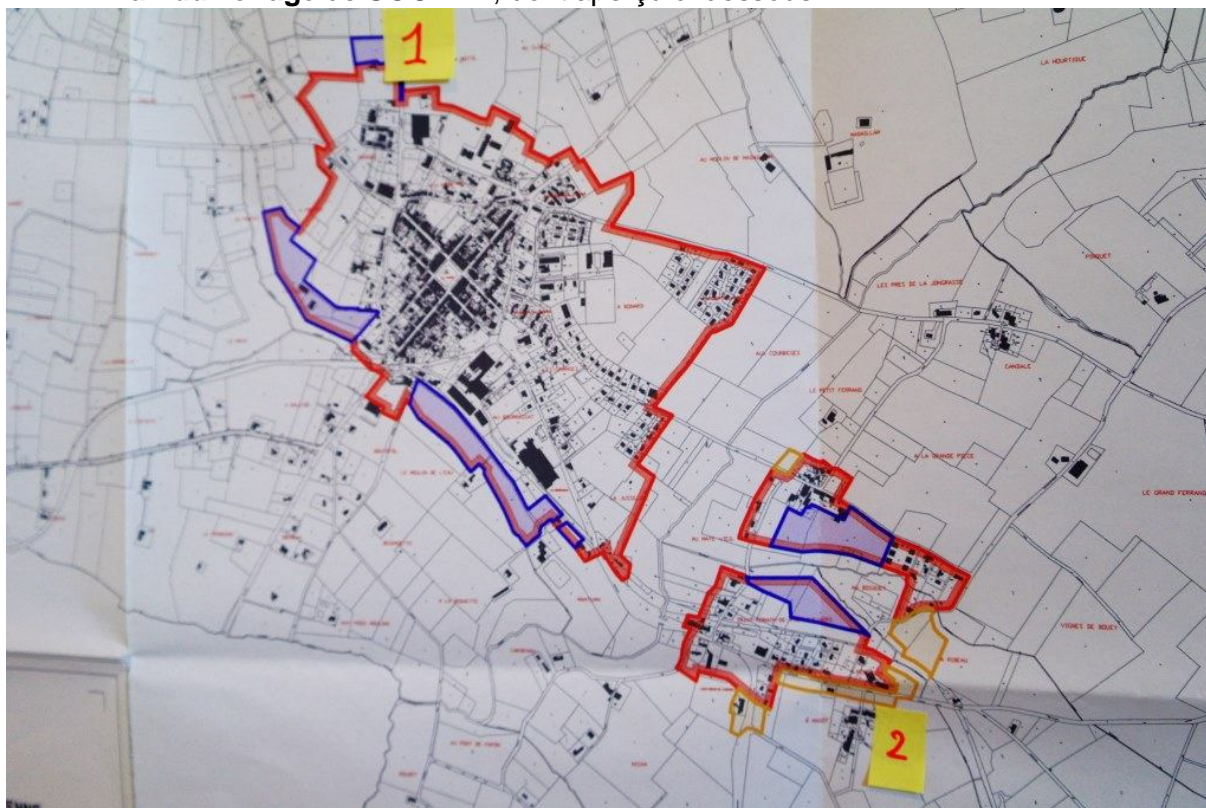
Actuellement, le réseau d'assainissement collectif dessert "La bastide" et ses extensions urbaines ; le secteur de "Bonard", "Saint Romain de Vignague" et "Bouey".

La commune de Sauveterre de Guyenne va procéder à la révision de son schéma directeur d'assainissement. Il sera soumis à l'enquête publique en même temps que le Plan Local d'Urbanisme. Les conclusions de cette étude devront être prises en compte dans la délimitation du zonage et dans le règlement du Plan Local d'Urbanisme

3.2 Contenu du dossier d'enquête publique

Le dossier mis à disposition du public pendant la durée de l'enquête comprendra 8 pièces:

- 1- **Rapport de présentation** sur la modification du zonage d'assainissement collectif et individuel
- 2- **Extrait du registre des délibérations du conseil municipal**, sur projet du nouveau schéma directeur d'assainissement
- 3- **Extrait du registre des délibérations du SIVOM de St Brice**, sur modification du zonage d'assainissement
- 4- **Arrêté municipal de mise à l'enquête publique** du projet arrêté de révision du schéma directeur et zonage d'assainissement
- 5- **Les éléments de Communication réglementaire** annonçant l'enquête publique sur l'Echo des cités et sur le site internet de la commune
- 6- **La lettre d'intention sur le projet** de révision du schéma directeur et zonage d'assainissement
- 7- **Plan du zonage** de SOCAMA, dont aperçu ci-dessous:



8- Plan du réseau d'assainissement, d'Artelia

A noter que les plans en grand format étaient affichés au mur à proximité des dossiers.

L'ensemble des documents produits semble suffisamment clair et compréhensible par le public.

Toutefois je note à la lecture des plans et dossiers quelques détails qui pourraient les améliorer les prochains à mon avis :

- Plan avec courbes de niveaux, par exemple pour mieux comprendre les écoulements
- Plan de zonage assainissement faisant apparaître le zonage PLU
- Plan avec le réseau hydrographique naturel

NB : des plans de ce type sont sur le dossier de présentation du dossier PLU, qui était consultable pendant l'EP.

3.3 Sur le terrain, présentation et reportage sur le milieu naturel.

Afin de mieux m'imprégner des problèmes liés aux pluies et à l'assainissement sur la commune, je l'ai visité dans les sens logiques de l'eau avec prise de photos sur la station, pour mieux comprendre les mesures annoncées.

3.3.1 Présentation

Le principal élément visible de l'assainissement de la commune est la **station d'épuration**, placée au pied de la cité, devant recevoir les eaux usées d'habitants, d'entreprises (10 env.) agricoles et alimentaires, et de lieux publics comme piscine, collège,...

Sa capacité nominale est de l'équivalent 3200 EH (équivalents habitants), elle peut donc recevoir plus, et la cité peut se peupler : population actuelle <2000 habitants.

Son réseau d'assainissement de collecte des eaux usées est déjà conséquent : 15 kms de réseaux dont à peine 50% en régime séparatif, le centre bourg étant encore en régime unitaire (eaux usées et pluviales mélangées).

L'épuration est biologique avec boues activées et séchées sur place.

Elle se rejette dans le ruisseau des Tanneries depuis 1975.

Aperçu en images :



Rejet au ruisseau des Tanneries



Boues en séchage



Bassins d'épuration



Bacs d'épuration

3.3.2 Reportage

D'une part lors de ma visite j'ai constaté la présence de poissons dans le ruisseau des Tanneries :



Poissons dans le repère

D'autre part, la commune entretien, fait surveiller et analyser ses rejets : au vu des analyses le milieu n'est pas dégradé par la station. (source : étude Aquabio 2011)

A cette période, l'état écologique du ruisseau n'était pas altéré par les rejets de la station. Cependant il faut noter que les eaux du ruisseau des Tanneries, en amont de la station, sont de qualité médiocre et le restent après : cela soulève un autre sujet qui est celui de la qualité des eaux des ruisseaux en milieu rural. Le milieu agricole et aussi fait d'urbanisation diffuse dont l'assainissement non collectif est insuffisamment assuré. Voilà un des prochains enjeux écologiques, de développement durable et sanitaire pour la commune.

3.4 Permanences et visites reçues

3.4.1 Le contexte public :

Le **Plan Local d'Urbanisme (PLU)** a été mis en concertation, puis E.P. en janvier-février 2013, avec avis favorable du C.E. et des recommandations prises en compte.

Au PLU, le zonage d'assainissement doit être révisé ainsi que son schéma directeur, ce qui nécessite une consultation du public à nouveau par cette EP.

La participation à la précédente enquête ayant été bonne, nous avons convenu d'un commun accord de la tenue de 4 permanences, afin de faciliter la participation des habitants, en les prévoyant courtes mais largement disposées, dont 2 samedis où le public est plus disponible :

- 1^{er} jour, un vendredi matin,
- 2^{ème} jour, un samedi matin
- 3^{ème} jour, un samedi matin
- 4^{ème} jour, un mardi après-midi, et dernier jour pour clôture.

Cette équipe municipale est très dynamique et paraît très impliquée sur son projet de révision de schéma directeur et zonage assainissement afin que la population participe.

3.4.2 Les permanences

1^{ère} permanence le vendredi 12 avril 2013, 9h à 12h

Pas de visite.

Nous y voyons la confirmation de la nécessité d'envoyer une information par courrier aux habitants des zones concernées : avant la 2^{ème} permanence ils auront été reçus chez une vingtaine d'habitants dont la liste me sera communiquée.

2^{ème} permanence du samedi 20 avril 2013, 9h à 12h.

5 visites :

- Mme Lydie FERBOS,
- Mr René LAUZEILLE,
- Mr Clément VIRELLI,
- Mr Michel ITHIER, tous 4 favorables au projet, avec une remarque de Mr Ithier

- Mme Chantal DUPONT qui s'abstient d'avis car sa situation de branchement au réseau collectif est empêchée malgré le paiement de son raccordement.

3^{ème} permanence du samedi 4 mai 2013, 9h à 12h

1 visite :

- une habitante résidant Rue des trois Bourdons qui vient faire état d'incommodations olfactives par ses égouts dont les grilles sont proches de son entrée de maison.

J'ai répondu que cette observation soutient le besoin de poursuivre la réalisation dans La bastide des réseaux de type séparatif.

4^{ème} permanence du mardi 14 mai 2013, 14h à 17h.

- 2 visites, (trois personnes) :
 - Mr Marc CAMBEROU, favorable au projet
 - Mr DUPORGE et sa fille voisine, Mme LAVAL, concernés directement par la réduction de zonage d'assainissement collectif sur leur parcelle à St Romain de Vignague-nord et dont l'avis sur le projet en E.P. est défavorable car cela remet en question leur intention d'urbanisation. Ces habitants s'étaient déjà manifestés pour le même sujet lors de l'E.P. sur le PLU et regrettaient de ne pas avoir eu de réponse : j'ai consulté le rapport du CE sur le PLU pour constater que leurs questions et remarques avaient bien été traitées, avec des réponses apportées dont avis défavorable : j'en ai donné copie.

3.4.3 Bilan des permanences

Réunion de clôture de l'E.P. et bilan des permanences.

- **Clôture** de l'E.P. par un entretien avec Mr le Maire qui signe et clôture le registre des observations en page 21 en présence de messieurs Puaud et Poubeau.
- **Bilan** : 8 visites privées dont 7 qui ont laissé traces par leur avis ou observations sur registre.

J'ai donné des réponses appropriées à chacun des habitants venus me consulter et des réponses devront être données par le pétitionnaire sur toutes les nouvelles remarques, lesquelles participeront à l'avis du CE.

Je note un état d'esprit assez positif dans la commune, ressenti dans les visites reçues et sur le terrain, et aussi à l'accueil du secrétariat de mairie.

Il faut noter que souvent la tribune qu'est une E.P. est mise à profit par quelques personnes pour exprimer des demandes autres que sur le sujet de l'EP, mais ce ne fût pas le cas.

Je demande à Mr le Maire que toutes les réponses aux observations soient formulées par écrit afin de les faire figurer au rapport du C.E.

Les PPA suivantes ont été consulté :

- Syndicat d'Acheminement d'Eau Potable (SIAEP) de St Brice
- DDTM (police de l'Eau)
- Agence de l'eau Adour-Garonne

- Conseil Général 33

- Saur (société délégataire de la gestion du SPANC : assainissement non collectif)

Pas d'avis reçu par courriers en provenance des PPA pour cette E.P., ni en mairie pour le CE.

3.5 Bilan des avis exprimés par le Public de Sauveterre

3.5.1 Observations et Réponses du pétitionnaire AUX OBSERVATIONS ECRITES SUR REGISTRE, POUR LE COMMISSAIRE ENQUÊTEUR ET LES HABITANTS.

Monsieur le Maire et son équipe municipale se sont réunis pour apporter des réponses à leurs habitants concernés par le projet sur l'assainissement (schéma directeur et zonage).

(4 pages en **annexe 9**)

Extrait : « «

le 7 juin 2013

Département de la
Gironde

Arrondissement de Langon

Sauveterre

de

Guyenne



Monsieur Jean-Pierre GAURY

Commissaire Enquêteur

YdA/FP n° 2013-224 **(LR-AR)**

Affaire suivie par Florian POUBEAU florian.poubeau@sauveterre-de-guyenne.eu

Monsieur le commissaire enquêteur,

Suite à la clôture de l'enquête publique portant sur la Révision du Schéma directeur et zonage d'assainissement le mardi 14 mai 2013, et conformément à votre sollicitation, j'ai le plaisir de vous adresser les commentaires et précisions de notre collectivité pour répondre aux différentes observations exprimées par le public dans le Registre d'enquête : » »

3.5.2 Analyse des observations et avis du C.E. :

3.5.2.1 Analyse des observations du public

Quelques observations des habitants appellent des réponses sur la révision du schéma directeur et zonage d'assainissement.

(Réponses de la Mairie) et (Avis du C.E.)

- P.3 du registre, Mr ITHIER Michel :

« *« L'observation porte sur le constat que le village du « Rouey » est déjà en assainissement collectif, alors que le projet de plan codifie ces surfaces en extension du réseau actuel.*

Sur le Schéma Directeur d'Assainissement actuellement en vigueur sur la Commune de Sauveterre de Guyenne, le village du « Rouey » est en zone d'assainissement individuel. Cependant, lors de la 2eme tranche de travaux sur le village de Saint Romain, l'extension du réseau s'est étendue jusqu'au village du « Rouey ». Mais, à l'époque, et malgré les travaux réalisés, aucune révision du document de zonage n'a été apportée par la municipalité. Cette observation, conjuguée à la révision réglementaire du document de zonage, va permettre d'actualiser et mettre en conformité le zonage entourant le village du Rouey pour le porter en zone d'assainissement collectif après validation par les services instructeurs.» »

CE : Approbation.

- P.3 du registre, Mme DUPONT Chantal :

« *« L'observation porte sur le constat que cette habitante a payé un tabouret de raccordement à l'assainissement collectif mais que sa localisation sur un terrain tiers ne lui permet pas de s'y raccorder.*

Dans le cadre du Schéma Directeur d'Assainissement actuellement en vigueur sur la Commune de Sauveterre de Guyenne, cette parcelle est effectivement en zonage d'assainissement collectif. Une tranche de travaux pour l'extension du réseau collectif a été engagée, avec l'implantation de quelques tabourets de raccordement au réseau collectif. Mais cette tranche de travaux n'a pas été

codifiée avec un plan de recollement qui permettrait aujourd'hui de localiser les ouvrages (canalisations, regards).

La situation décrite va nous amener à solliciter un rendez-vous sur site afin que de constater cette problématique. Nous serons amenés à revenir sur cette parcelle (avec une autorisation) pour une estimation des travaux à engager et des modalités de portage financier de ces derniers. Cette démarche sera engagée avec les propriétaires voisins afin de compléter notre cartographie du réseau d'assainissement collectif et recenser les situations semblables, s'il y en a. » »

CE : Avis favorable à l'action annoncée

P.4 du registre, Mme RABA Geneviève :

« « L'observation porte sur le constat d'odeurs récurrentes d'œuf pourri (H2S) qui est perçu à quelques points du domicile d'une habitante mais aussi mais aussi au niveau d'une bouche d'égout.

Le réseau d'assainissement de la ville de Sauveterre est un réseau « unitaire ». C'est-à-dire qu'il collecte à la fois les eaux usées et les eaux de ruissellement. Ainsi il existe des passages entre la surface (collecte des caniveaux) et les eaux usées, qui laissent passer les odeurs. Malheureusement, les restaurations de rues effectuées dans les années 2000-2008 (rue du Petit-Bordeaux et rue de La Font) ont conservé ces réseaux unitaires, et ces deux rues descendent vers la station d'épuration. Par ailleurs, il est à noter que nous avons actuellement une connaissance partielle du réseau d'assainissement collectif, aussi bien sur sa géo localisation et son fonctionnement. Si bien que nous ne connaissons pas les foyers de production de « H2S » responsable de la production des odeurs décrites.

La commune a engagé un diagnostic de son réseau d'assainissement avec le bureau ARTELIA avec une campagne de mesures et des investigations complémentaires sur le réseau. Dans cette étude, une somme a été allouée à de l'hydro curage qui devrait être réalisé en priorité dans les rues transversales (est / ouest), dont la rue des trois bourdons. La production d'H2S dans un réseau d'assainissement peut être atténué de façon conséquente après avoir identifié les lieux stagnation aérobie / anaérobie. » »

**CE : avait répondu lors de la visite de cette dame : « cette observation soutien le besoin de poursuivre la réalisation dans la bastide des réseaux de type séparatif »
Avis favorable aux actions annoncées.**

P.5 du registre, Mr DUPORGE et Mme LAVAL :

« « L'observation porte sur plusieurs points distincts :

Le découpage du PLU : ce point a fait l'objet d'une enquête publique spécifique du 2 janvier au 5 février 2013. Ces habitants ont d'ailleurs participé en rencontrant le Commissaire Enquêteur. Une réponse spécifique et argumentée a été faite et consignée dans le registre en consultation libre. La révision du schéma directeur d'assainissement a pour but de faire évoluer ce document pour le mettre en conformité avec les évolutions du nouveau document d'urbanisme (PLU) qui a été modifié à la suite de l'enquête publique, et a été adopté en Conseil Municipal le 27 mai 2013.

Une orientation d'aménagement programmée (OAP) spécifique a été créé sur ces parcelles à partir des informations et des différentes visites que nous avons pu effectuer sur le terrain en présence des propriétaires. Ce projet d'aménagement tient compte du réseau d'assainissement en place sur ces terrains. Nous n'avons pas connaissance des conditions mises en place pour le passage de ce réseau lors de sa création, nous n'avons retrouvé aucun document à ce sujet dans les registres des délibérations du Conseil Municipal, mais nous confirmons, qu'aujourd'hui la présence du réseau d'assainissement collectif sur ses parcelles permettra d'ouvrir ces parcelles à la construction.

Suite à la demande du législateur, et à une délibération du Conseil Municipal **la participation pour l'assainissement collectif (PAC)** a remplacé la participation pour raccordement à l'égout (PRE) à partir du 1er juillet 2012. Le conseil municipal, a choisi de conserver les montants appliqués par le conseil municipal précédent, ils sont donc restés inchangés. Le versement unique de cette participation se fait en 2 fois, pour chaque nouveau raccordement, et est notifié lors de l'instruction des permis de construire. Cette participation sert à financer des travaux complémentaires sur le réseau, dont le nouveau raccordement. Dans le même temps, il est à noter que le propriétaire d'une nouvelle maison est exonéré de taxe foncière pendant les 2 années qui suivent la construction.

La Régie d'assainissement reçoit des subventions sur les travaux de réseau ou station d'assainissement après accord des financeurs (Agence ADOUR GARONNE et Conseil Général de la Gironde). Pour information, le taux de raccordement à l'assainissement collectif de la Commune de Sauveterre de Guyenne ne place pas la Commune en priorité pour son éligibilité aux subventions (montant et taux). Ensuite, la Régie d'Assainissement perçoit une aide à la

performance épuratoire qui est calculée chaque année sur les bilans analytiques de la station d'épuration. Notre bastide dispose d'un « réseau unitaire », dans lequel sont mélangées les eaux de ruissellement, et les eaux usées. L'absence d'un bassin d'orage sur ce réseau et l'absence de plan vectorisé du réseau ne permettent de prétendre qu'à une partie de la prime annuelle. Le diagnostic du réseau d'assainissement en cours, et la réalisation du bassin d'orage vont répondre à 2 priorités pour être en conformité pour notre environnement proche et fournir toutes les données attendues par nos autorités de contrôle. » »

CE : j'avais répondu en donnant copie du rapport du CE sur EP du PLU aux pages relatives à ces 2 propriétaires voisins. (Avis défavorable du CE)

Cette observation concerne le PLU et ne concerne pas ou peu le projet objet de cette E.P.

Sur 8 visites (9 personnes) au registre, toutes ont reçu des explications, toutes ont eu des réponses soit lors des permanences par le C.E. soit dans la lettre reçue mise en annexe 8.

3.5.2.2 Remarques et observations du C.E.

Public, moi aussi, pendant cette E.P. sur Sauveterre, je fais mes remarques et analyses suivantes et à ce stade, il est bon de :

➤ rappeler le contexte réglementaire des collectivités sur le zonage d'assainissement :

« « ZONAGE D'ASSAINISSEMENT : Le zonage d'assainissement collectif et non collectif a été rendu obligatoire pour toutes les communes par la loi sur l'Eau du 3 janvier 1992, par l'article L. 2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, ainsi que dans le cadre de la loi sur l'eau du 30 décembre 2006.

Il permet de :

- *Définir le mode d'assainissement le mieux adapté à chaque zone homogène*
- *Présenter les dispositifs d'assainissement non collectif pouvant être mis en place dans les zones définies comme telles*
- *Délimiter les zones du territoire communal où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise de l'écoulement et du ruissellement des eaux pluviales*
- *Etablir les règles d'organisation des services d'assainissement collectif et non collectif*

Le zonage d'assainissement de la commune est soumis à l'approbation des administrés dans le cadre d'une enquête publique.

Le schéma directeur d'assainissement d'une agglomération est étroitement lié à l'élaboration du plan de zonage d'assainissement. » »

- rappeler les obligations d'une commune qui approche le seuil des 2000 habitants :

« « Les collectivités et agglomérations de plus de 2000 habitants ont l'obligation de disposer d'un ouvrage d'assainissement collectif » »

- rappeler ce que permet le zonage :

« « - assure une meilleure maîtrise des coûts d'assainissement, et favorise la cohérence des politiques communales et l'organisation des services publics d'assainissement » »

Il y a possibilité de plusieurs systèmes au sein d'une même collectivité, avec obligation de résultats, et responsabilité de la collectivité ayant la compétence assainissement.

La commune fait face à ses obligations en la matière. Mais la charge financière, peu abordée dans le dossier public du projet, ne doit pas être oubliée :

« « les communes prennent obligatoirement en charge les dépenses liées aux systèmes d'assainissement collectif, notamment aux stations d'épuration des eaux usées et à l'élimination des boues qu'elles produisent, et les dépenses de contrôle des systèmes d'assainissement non collectifs » »

- se rappeler que « l'eau est gratuite, c'est le service que l'on paye » et le service est fonction des gestes des administrés.

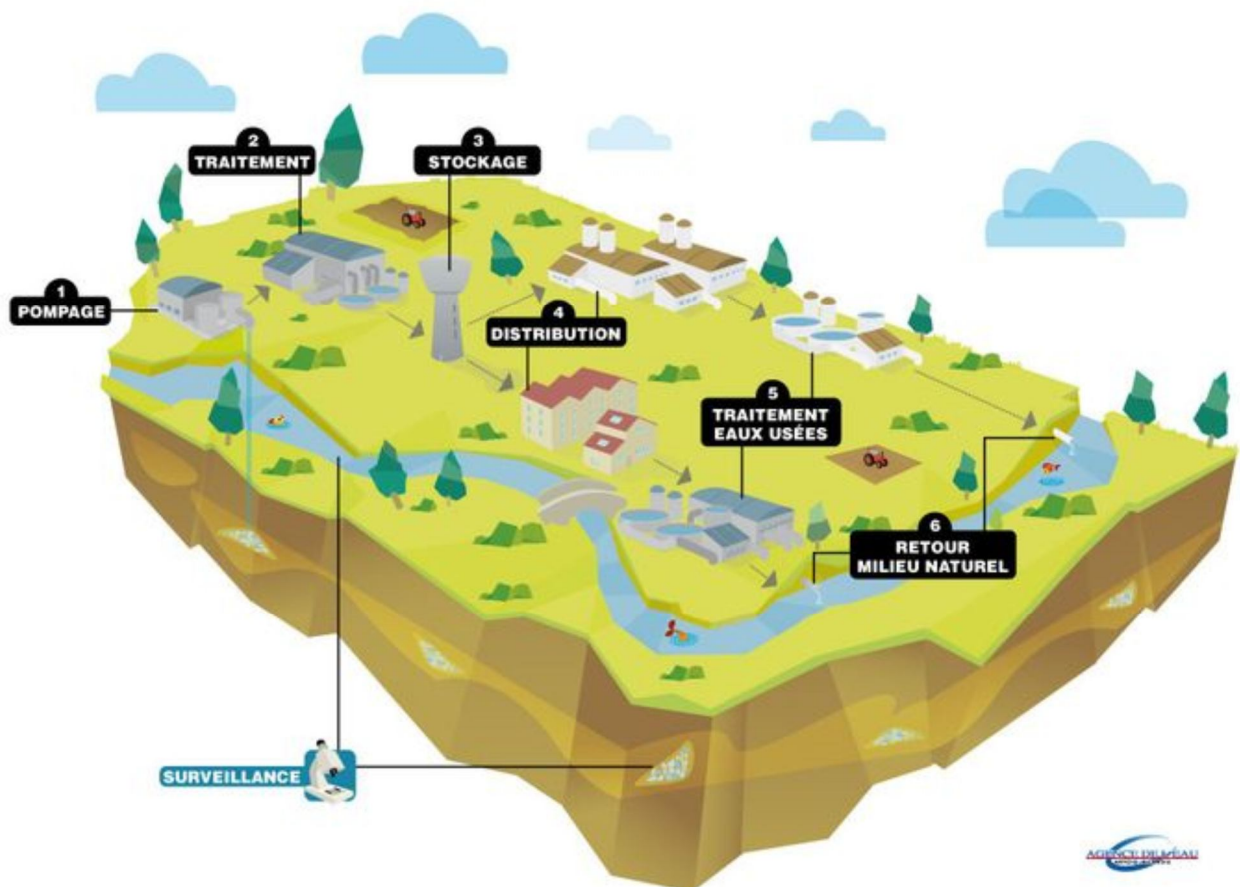
Les obligations des habitants-administrés doivent leur être rappelées pour éviter cette notion, dépassée du « tout à l'égout », que j'ai entendu durant l'E.P.: d'une part le « tout » est impropre car les eaux sont qualifiées et se distinguent en soit usées-sanitaires, soit pluviales-ruissellements, et il est bon de les séparer. Le code de la santé publique en fixe des devoirs, **Article L1331-1**.

- se rappeler aussi « » :

Assainissement : limiter la dégradation du fonctionnement des stations d'épuration par temps de pluie et le risque de non conformité. Ce troisième enjeu est particulièrement d'actualité et valable pour tous. Il est renforcé par l'arrêté du 22 juin 2007 en termes d'exigence sur les seuils de charges en stations d'épuration ;

» »

Le milieu naturel reçoit toutes nos eaux, y compris les pluviales qui sont de la responsabilité du propriétaire foncier, plus ou moins traitées ; il ne doit pas être dégradé et le code de l'environnement se doit d'être respecté : l'environnement a une santé que nous devons « soigner ».



Pour moi, public aussi pendant cette EP, et en ma qualité de C.E., m'est avis que la commune de Sauveterre de Guyenne est engagée dans une procédure correcte et rationnelle de révision sur son assainissement.

L'analyse des dossiers soumis à l'Enquête Publique., le déroulement régulier de celle-ci, l'analyse des observations enregistrées, les renseignements d'enquête recueillis, les reconnaissances effectuées par le C.E., la connaissance de la consultation qu'en avait le public et les personnes plus directement concernées et avisées, mettent en évidence que la durée de la consultation et les modalités de sa mise en œuvre étaient nécessaires et suffisantes sans qu'il y ait besoin de prolonger son délai ou d'organiser des réunions publiques.

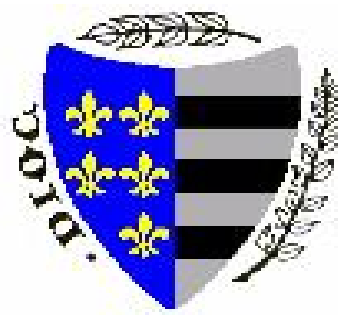
Il apparait aussi que les règles de forme, de publicité de l'E.P., de tenue à disposition du public des dossiers et des registres, de présence du C.E. en Mairie aux jours et heures arrêtés, d'ouverture et de clôture des registres d'E.P., de recueil des observations du public, de l'observation des délais de la période d'E.P., ont été scrupuleusement respectés.

Ceci est vérifiable.

Dans ces conditions, le C.E. estime avoir agi en respectant la Loi et estime ainsi pouvoir émettre, sur le projet de Révision du schéma directeur et zonage d'assainissement de la commune de Sauveterre de Guyenne, un avis fondé qui fait l'objet de la « Conclusion et Avis motivé du C.E. » joint à la suite du présent rapport.

Je tiens à remercier l'équipe municipale de Sauveterre pour la qualité des relations entretenues.

FIN DE LA PRESENTATION



Commune

De

Sauveterre de Guyenne

IV. CONCLUSION sur Enquête Publique E13000064/33 **AVIS DU COMMISSAIRE-ENQUÊTEUR**

4.1 – Appréciation générale

4.1.1 Déroulement de l'enquête

- L'enquête s'est déroulée du vendredi 12 avril au mardi 14 mai 2013.
- Le commissaire enquêteur a reçu le public dans la salle mise à sa disposition à la mairie de Sauveterre de Guyenne.
- Les permanences à la mairie ont été fixées comme suit :

- Vendredi 12 avril 2013	9H-12H
- Samedi 20 avril 2013	9H-12H
- Samedi 4 mai 2013	9H-12H
- Mardi 14 mai 2013	14H-17H

4.1.2 Le projet

- Révision du schéma directeur et zonage assainissement

- Objectif n°1 : Gestion économe de l'espace et maîtrise de l'urbanisation (PLU)
- Objectif n°2 : Rectification du zonage sur deux imprécisions locales

4.2 – Analyse des observations et des réponses du pétitionnaire

4.2.1 Les observations

Portées sur le registre d'enquête par les habitants venus et/ou invités à s'informer pour comprendre leur implication dans le projet.

Elles sont au nombre de 8 (huit) écrites et pas de courriers reçus ou aggrafés.

4.2.2 Les réponses, aux observations, du pétitionnaire

Point par point, Mr le Maire, avec son équipe à l'urbanisme et assainissement, a répondu aux remarques ou questions écrites par les habitants. (**annexe 9**)

Je comprends et partage les arguments donnés dans les réponses de la Mairie qui devront être communiquées aux intéressés via ce rapport et/ou par courrier, notamment aux habitants qui avaient reçu un avis d'E.P. par courrier nominatif.

4.3 – Conclusion générale et Avis motivé

Le public a été peu présent mais a manifesté son intérêt au cours de l'Enquête Publique.

Les préoccupations principales relevées sont toutes en rapport avec le projet, et sauf intérêt particulier rare, le public voit l'intérêt public sur l'assainissement.

Ainsi,

- L'exposé fait par l'équipe municipale, dont Monsieur Puaud chargé du projet et de l'assainissement en réunion de présentation de l'E.P.,
- Les visites de la commune,
- L'étude du dossier tant papier que dématérialisé,
- L'examen des observations formulées par le public mais pas des PPA,
- Les vérifications faites sur le terrain pour comprendre certaines observations et les réponses,
- Les entretiens avec le pétitionnaire au fur et à mesure des permanences, et en fin d'E.P. avec l'équipe,

me permettent de prendre une position motivée sur ce projet de **Révision du schéma directeur et zonage assainissement** à intégrer au PLU de Sauveterre de Guyenne.

- Considérant que l'E.P. s'est déroulée selon les règles légales en vigueur imposées y compris pour la publicité et l'affichage,
 - Considérant que l'information du public a été faite de manière très satisfaisante notamment avec de nouveaux moyens dématérialisés,
 - Considérant les deux insertions de l'avis d'E.P. dans les journaux « Le Republicain » et « Sud-Ouest » comme réglementaires,
 - Considérant que le dossier d'E.P. a pu être consulté facilement, tant en accueil Mairie que dans la salle de permanence, et que son contenu était conforme à la législation,
 - Considérant les observations du public,
 - Considérant les non-réponses des PPA qui valent non contestation du projet,
 - Considérant que le BE Artelia a fait une étude sérieuse en avril 2013 comprenant : Etude diagnostique du réseau d'eaux usées de Sauveterre de Guyenne,
 - Considérant que ceci correspond à ce qui s'est déjà réalisé dans d'autres localités de la région,
 - Considérant que le projet est conforme aux documents d'urbanisme opposables,
- Considérant que je suis moi-même convaincu de la nécessité de faire cette révision pour l'intégrer au PLU, mon avis est :

AVIS FAVORABLE

Toutefois, avant d'engager le projet je fais des préconisations:

- Faire une **information publique sur les devoirs d'urbanisme et assainissement**, tant sur les rejets d'eaux pluviales que sanitaires par les habitants en milieu rural (zones A et N) en annonçant la possibilité de créer aussi **une taxe d'assainissement sur les eaux pluviales réglementairement possible**.
- Faire une information individuelle des **propriétaires agricoles** sur la qualité des eaux des ruisseaux de la commune et sur les dispositions d'assainissement non-collectif.
- Faire réaliser, éventuellement, **une charte de D.D.** comprenant le devoir de gestion des eaux par tous et remise dès l'accueil des nouveaux habitants, à la délivrance des PC par exemple.

Je, soussigné, Jean-Pierre GAURY, atteste avoir personnellement effectué l'enquête confiée par Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Bordeaux par décision du 12/03/2013 et dossier N° E13000064/33.

Le présent avis est rendu le 6 juin 2013 à Bordeaux.



Jean-Pierre GAURY

➤ **Annexes (s/support papier) :**

N°1 : Parution 1 de l'avis d'E.P. dans journal Sud-Ouest

N°2 : Parution 1 de l'avis d'E.P. dans journal Le Républicain

N°3 : Parution 2 de l'avis d'E.P. dans journal Sud-Ouest

N°4 : Parution 2 de l'avis d'E.P. dans journal Le Républicain

N°5 : Avis d'enquête paru sur « L'écho des cités » n°1303

N°6 : Copie d'un courrier d'information envoyé aux habitants

N°7 : Certificat de publications signé du Maire

N°8 : Lettre d'intention du Maire sur le projet de révision du schéma directeur et zonage d'assainissement

N°9 : Lettre de réponse par le Maire aux observations sur registre.

+ Registre et Dossier Public Original, remis à la Mairie de Sauveterre de Guyenne

Avec ce rapport

FIN